



# Assemblée générale

Distr. générale  
29 mars 2016  
Français  
Original : anglais

---

## Conseil des droits de l'homme

Comité consultatif

Seizième session

22-26 février 2016

Point 5 de l'ordre du jour

Rapport du Comité consultatif sur sa seizième session

## Rapport du Comité consultatif sur sa seizième session\*

Genève, 22-26 février 2016

*Rapportrice* : Karla Hananía de Varela

---

\* Les annexes au présent rapport sont distribuées dans la langue originale seulement.

GE.16-05068 (F) 130416 180416



\* 1 6 0 5 0 6 8 \*

Merci de recycler



## Table des matières

	Page
I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa seizième session .....	3
II. Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux.....	5
A. Ouverture et durée de la session .....	5
B. Composition du Comité consultatif .....	6
C. Participants .....	6
D. Séances et documentation .....	6
E. Élection du Bureau .....	6
F. Adoption de l'ordre du jour .....	6
G. Organisation des travaux .....	7
III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme .....	7
A. Demandes actuellement examinées par le Comité .....	7
IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011 .....	8
A. Examen des méthodes de travail.....	8
B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités .....	8
V. Rapport du Comité consultatif sur sa seizième session.....	8
 Annexes	
I. List of speakers .....	9
II. List of documents issued for the sixteenth session of the Advisory Committee .....	11
III. Letter dated 26 February 2016 from the Chair of the Advisory Committee to the President of the Human Rights Council.....	12
IV. Research proposals.....	14

## I. Mesures prises par le Comité consultatif à sa seizième session

### 16/1 Activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme

*Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,*

*Rappelant la résolution 27/30 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a prié le Comité consultatif d'établir un rapport fondé sur des travaux de recherche concernant les activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme, et de présenter au Conseil un rapport intermédiaire sur la question à sa trente et unième session,*

*Rappelant également qu'à sa quinzième session, le Comité consultatif, dans sa décision 15/1, a recommandé au Conseil des droits de l'homme de prolonger le délai prévu pour assurer une meilleure documentation du travail, et de prier le Comité consultatif de lui soumettre un rapport intermédiaire à sa trente-troisième session, en septembre 2016, plutôt qu'à sa trente et unième session en mars 2016<sup>1</sup>,*

*Rappelant également qu'à sa quatorzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, actuellement composé de Mohamed Bennani, Mario Luis Coriolano, Mikhail Lebedev, Ahmer Bilal Soofi (Président) et Jean Ziegler (Rapporteur),*

1. *Prend note du projet de rapport intermédiaire soumis par le groupe de rédaction au Comité consultatif à sa session en cours<sup>2</sup> ;*

2. *Prie le groupe de rédaction de parachever son rapport au Conseil des droits de l'homme en tenant compte des débats tenus par le Comité consultatif à sa session en cours, après l'avoir fait distribuer à tous les membres du Comité consultatif pour approbation par voie électronique, et de le soumettre au Conseil à sa trente-troisième session.*

*7<sup>e</sup> séance  
26 février 2016*

[Adoptée sans vote.]

### 16/2 Enfants et adolescents migrants non accompagnés

*Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,*

*Rappelant la résolution 29/12 du Conseil des droits de l'homme, par laquelle celui-ci a demandé au Comité consultatif de consacrer une étude fondée sur les travaux de recherche à la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme, dans laquelle il déterminerait dans quelles zones, pour quelles raisons et dans quels cas cette problématique se manifestait dans le monde et les circonstances dans lesquelles les droits de l'homme étaient menacés et violés, et il ferait des recommandations en faveur de la protection des droits de l'homme de ce groupe de population, pour soumission au Conseil des droits de l'homme aux fins d'examen à sa trente-troisième session,*

---

<sup>1</sup> Voir A/HRC/31/67.

<sup>2</sup> A/HRC/AC/16/CRP.1.

*Rappelant également qu'à sa quatorzième session, le Comité consultatif a constitué un groupe de rédaction, qui est actuellement composé de Mario Luis Coriolano, Laura-Maria Crăciunean, Hoda Elsadda, Karla Hananía de Varela (Rapporteuse), Obiora Chinedu Okafor, Katharina Pabel, Anantonia Reyes Prado (Président) et Changrok Soh, ainsi que d'Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi, qui s'est joint au groupe de rédaction à la session en cours,*

1. *Prend note de l'étude préliminaire présentée par le groupe de rédaction au Comité consultatif à sa session en cours<sup>3</sup> ;*

2. *Recommande au Conseil des droits de l'homme de prolonger le délai prévu pour assurer une meilleure documentation du travail, notamment en tenant compte des travaux actuellement menés par le Comité des travailleurs migrants et le Comité des droits de l'enfant, qui devraient être achevés à la fin de l'année 2016, et de prier le Comité consultatif de lui soumettre un rapport intérimaire à sa trente-troisième session, et un rapport final à sa trente-sixième session ;*

3. *Recommande au Conseil des droits de l'homme d'adopter la décision suivante :*

Le Conseil des droits de l'homme décide de prendre note de la recommandation du Comité consultatif relative à l'état d'avancement du rapport sur l'étude fondée sur les travaux de recherche portant sur la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme, et de prier le Comité consultatif de lui soumettre un rapport intérimaire à sa trente-troisième session, et un rapport final à sa trente-sixième session.

*7<sup>e</sup> séance  
26 février 2016*

[Adoptée sans vote.]

### **16/3 Élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille**

*Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme,*

*Rappelant la résolution 29/5 du Conseil des droits de l'homme, dans laquelle le Conseil a demandé au Comité consultatif, dans la limite des ressources disponibles, de mener une étude qui passe en revue l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, ainsi que les obstacles qui s'y opposent, et de lui soumettre, à sa trente-cinquième session, un rapport dans lequel figureraient des propositions pratiques pour diffuser plus largement et appliquer plus efficacement les principes et directives afin d'éliminer la discrimination et la stigmatisation associées à la lèpre et de promouvoir, protéger et respecter les droits de l'homme des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille,*

*Rappelant qu'à sa quinzième session, le Comité consultatif a créé un groupe de rédaction, qui est actuellement composé de Laurence Boisson de Chazournes, Mario Luis Coriolano, Laura-Maria Crăciunean, Kaoru Obata (Président), Changrok Soh, Ahmer Bilal Soofi, Imeru Tamrat Yigezu (Rapporteur) et Yishan Zhang, ainsi que d'Obiora Chinedu Okafor, qui s'est ultérieurement joint au groupe de rédaction,*

---

<sup>3</sup> A/HRC/AC/16/CRP.3.

1. *Prend note* du rapport préliminaire sur l'application des principes et directives en vue de l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille présenté par le groupe de rédaction au Conseil consultatif à la session en cours ;

2. *Demande* au groupe de rédaction de faire à nouveau distribuer le questionnaire afin de solliciter les vues et les contributions des États Membres, des organisations internationales et régionales compétentes, y compris les organes conventionnels, du Haut-Commissariat aux droits de l'homme et des titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, des institutions nationales des droits de l'homme et des organisations non gouvernementales concernés, et d'obtenir des informations sur les travaux menés sur la question, dans le cadre de leurs mandats respectifs, par les organes, institutions spécialisées, fonds et programmes des Nations Unies concernés qui n'ont pas répondu au questionnaire, afin de lui permettre d'approfondir ses travaux, considérant qu'étant donné la nature particulière du mandat – appliquer des principes et des directives déjà adoptés pour l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille –, les réponses des États ainsi que des institutions nationales des droits de l'homme seraient particulièrement bienvenues ;

3. *Demande également* au groupe de rédaction de soumettre un rapport intermédiaire au Comité consultatif à sa dix-septième session, en vue de le soumettre au Conseil des droits de l'homme à sa trente-cinquième session, en tenant compte des réponses au questionnaire qui sera à nouveau distribué à l'issue de la seizième session du Comité.

7<sup>e</sup> séance  
26 février 2016

[Adoptée sans vote.]

## **II. Élection du Bureau, adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux**

### **A. Ouverture et durée de la session**

1. Le Comité consultatif du Conseil des droits de l'homme, créé en application de la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007, a tenu sa seizième session à l'Office des Nations Unies à Genève du 22 au 26 février 2016. La session a été ouverte par le Président de la quinzième session, M. Obiora Chinedu Okafor.

2. Le Président du Conseil des droits de l'homme, M. Choi Kyonglim, s'est adressé au Comité consultatif à sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2016.

3. À la même séance, le Responsable de la Division des mécanismes du Conseil des droits de l'homme du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme a fait une déclaration au nom du Haut-Commissaire.

4. À la même séance également, les participants ont observé une minute de silence en hommage aux victimes de violations des droits de l'homme partout dans le monde.

## B. Composition du Comité consultatif

5. Le Comité consultatif se compose des personnes dont le nom suit<sup>4</sup> : Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi (Arabie saoudite, 2018) ; Mohamed Bennani (Maroc, 2017) ; Laurence Boisson de Chazournes (France, 2017) ; Mario Luis Coriolano (Argentine, 2018) ; Laura-Maria Crăciunean (Roumanie, 2017) ; Hoda Elsadda (Égypte, 2016) ; Karla Hananía de Varela (El Salvador, 2016) ; Alfred Ntunduguru Karokora (Ouganda, 2016) ; Mikhail Lebedev (Fédération de Russie, 2016) ; Kaoru Obata (Japon, 2016) ; Obiora Chinedu Okafor (Nigéria, 2017) ; Katharina Pabel (Autriche, 2018) ; Anantonio Reyes Prado (Guatemala, 2017) ; Changrok Soh (République de Corée, 2017) ; Ahmer Bilal Soofi (Pakistan, 2017) ; Imeru Tamrat Yigezu (Éthiopie, 2018) ; Yishan Zhang (Chine, 2016) ; Jean Ziegler (Suisse, 2016).

## C. Participants

6. Ont participé à la session les membres du Comité consultatif et les observateurs d'États Membres de l'Organisation des Nations Unies, des organisations internationales et des organisations non gouvernementales, ainsi qu'un universitaire proche du Comité consultatif. M<sup>me</sup> Elsadda et M<sup>me</sup> Pabel n'ont pas pu être présentes.

## D. Séances et documentation

7. À sa seizième session, le Comité consultatif a tenu sept séances plénières et six séances privées. Les groupes de rédaction sur l'élimination de la discrimination à l'égard des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, sur la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme et sur les activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme ont également tenu des séances privées.

## E. Élection du Bureau

8. Conformément à l'article 103 du Règlement intérieur de l'Assemblée générale et à l'article 5 du Règlement intérieur du Comité consultatif, le Bureau ci-après a été élu par acclamation à la 1<sup>re</sup> séance de la seizième session, qui s'est tenue le 22 février 2016 :

Président : Ahmer Bilal Soofi  
Vice-Présidents : Laura-Maria Crăciunean  
                          Karla Hananía de Varela  
                          Imeru Tamrat Yigezu  
                          Jean Ziegler  
Rapporteuse : Karla Hananía de Varela

## F. Adoption de l'ordre du jour

9. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2016, le Comité consultatif a adopté son ordre du jour (A/HRC/AC/16/1).

---

<sup>4</sup> L'année indiquée entre parenthèses est l'année d'expiration du mandat du membre concerné (la date d'échéance est le 30 septembre).

## **G. Organisation des travaux**

10. À la même séance, le Comité consultatif a adopté le projet de programme de travail élaboré par le secrétariat.

## **III. Demandes adressées au Comité consultatif en application des résolutions du Conseil des droits de l'homme**

### **A. Demandes actuellement examinées par le Comité**

#### **1. Activités des fonds rapaces et incidences sur les droits de l'homme**

11. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 22 février 2016, le Comité consultatif, en application de la résolution 27/30 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur les activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme. Le Rapporteur du groupe de rédaction, M. Jean Ziegler, a présenté le projet de rapport intérimaire (A/HRC/AC/16/CRP.1). Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et par deux observateurs d'États (voir annexe I). Par la suite, le Rapporteur a fait des observations pour conclure le débat.

12. À la 7<sup>e</sup> séance, le 26 février 2016, le Président du groupe de rédaction sur les activités des fonds rapaces et leurs incidences sur les droits de l'homme, M. Soofi, a présenté un projet de texte (A/HRC/AC/16/L.1) qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité consultatif. Le projet de texte révisé oralement a été adopté sans avoir été mis aux voix (voir chap. I ci-dessus, décision 16/1).

#### **2. Problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme**

13. À ses 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> séances, le 23 février 2016, le Comité consultatif, en application de la résolution 29/12 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme. La Rapporteuse du groupe de rédaction, M<sup>me</sup> Hananía de Varela, a présenté le projet de rapport (A/HRC/AC/16/CRP.2). Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et par deux observateurs d'États (voir annexe I). Par la suite, la Rapporteuse a fait des observations pour conclure le débat.

14. À la 7<sup>e</sup> séance, le 26 février 2016, la Présidente du groupe de rédaction sur la problématique mondiale des enfants et adolescents migrants non accompagnés et des droits de l'homme, M<sup>me</sup> Reyes Prado, a présenté un projet de texte (A/HRC/AC/16/L.2) qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité consultatif. Le projet de texte révisé oralement a été adopté sans avoir été mis aux voix (voir chap. I ci-dessus, décision 16/2).

#### **3. Élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre**

15. À sa 4<sup>e</sup> séance, le 24 février 2016, le Comité consultatif, en application de la résolution 29/5 du Conseil des droits de l'homme, a tenu un débat sur l'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille. Le Rapporteur du groupe de rédaction, M. Yigezu, a présenté le projet de rapport (A/HRC/AC/16/CRP.3). Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif et par un observateur d'État (voir annexe I). Par la suite, le Rapporteur a fait des observations pour conclure le débat.

16. À la 7<sup>e</sup> séance, le 26 février 2016, le Président du groupe de rédaction sur l'élimination de la discrimination à l'encontre des personnes touchées par la lèpre et des membres de leur famille, M. Obata, a présenté un projet de texte (A/HRC/AC/16/L.3) qui avait pour auteurs l'ensemble des membres du Comité consultatif. Le projet de texte révisé oralement a été adopté sans avoir été mis aux voix (voir chap. I ci-dessus, décision 16/3).

#### **IV. Mise en œuvre des sections III et IV de l'annexe à la résolution 5/1 du Conseil des droits de l'homme en date du 18 juin 2007 et de la section III de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil en date du 25 mars 2011**

##### **A. Examen des méthodes de travail**

17. Le 24 février 2016, le Comité consultatif a tenu une séance privée pour débattre de ses méthodes de travail et des moyens d'améliorer l'efficacité de ses procédures.

18. À la même séance, le Comité consultatif s'est entretenu avec un universitaire proche du Comité qui était présent à la seizième session.

##### **B. Ordre du jour et programme de travail annuel, y compris les nouvelles priorités**

19. À ses 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> séances, le 25 février 2016, le Comité consultatif a examiné les documents de réflexion inscrits à l'ordre du jour et les nouvelles priorités. Au cours du débat qui a suivi, des déclarations ont été faites par des membres du Comité consultatif, des observateurs d'États et un observateur d'une organisation non gouvernementale (voir annexe I).

20. À l'issue des débats, le Président du Comité a envoyé une lettre au Président du Conseil des droits de l'homme (voir annexe III) afin de soumettre au Conseil les propositions de recherche ci-après : a) régimes régionaux de protection des droits de l'homme ; et b) jeunesse, droits de l'homme et cohésion sociale.

#### **V. Rapport du Comité consultatif sur sa seizième session**

21. À la 7<sup>e</sup> séance, le 26 février 2016, la Rapporteuse du Comité consultatif a présenté le projet de rapport de la seizième session du Comité. Le Comité a adopté le projet de rapport *ad referendum* et a chargé la Rapporteuse d'en établir la version définitive.

22. À la même séance, M<sup>me</sup> Boisson de Chazournes, M<sup>me</sup> Crăciunean, M<sup>me</sup> Reyes Prado, M. Soh et M. Yigezu ont prononcé des allocutions de clôture. Après le traditionnel échange de félicitations et de remerciements, le Président a formulé des observations de clôture et a clos la seizième session du Comité consultatif.

## Annexe I

[Anglais seulement]

### List of speakers

<i>Agenda item</i>		<i>Meeting and date</i>	<i>Speakers</i>
3. Requests addressed to the Advisory Committee stemming from Human Rights Council resolutions			
(a) Requests currently under consideration by the Committee	(iv) Activities of vulture funds and the impact on human rights	1st meeting 22 February 2016	Members: Mohamed Bennani, Mario Luis Coriolano, Laura-Maria Crăciunean, Obiora Chinedu Okafor, Imeru Tamrat Yigezu  State observers: Argentina, Venezuela (Bolivarian Republic of)
	(vi) Unaccompanied migrant children and adolescents and human rights	2nd and 3rd meetings 23 February 2016	Members: Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi, Laurence Boisson de Chazournes, Kaoru Obata, Jean Ziegler  State observers: China, Russian Federation
	(v) Elimination of discrimination against persons affected by leprosy and their family members	4th meeting 24 February 2016	Members: Mohamed Bennani, Laura-Maria Crăciunean, Obiora Chinedu Okafor, Karla Hananía de Varela, Yishan Zhang  State observer: Ethiopia

<i>Agenda item</i>	<i>Meeting and date</i>	<i>Speakers</i>
4. Implementation of sections III and IV of the annex to Human Rights Council resolution 5/1 of 18 June 2007 and of section III of the annex to Council resolution 16/21 of 25 March 2011		
(b) Agenda and annual programme of work, including new priorities	5th and 6th meetings 25 February 2016	Members: Ibrahim Abdul Aziz Alsheddi, Mohamed Bennani, Mario Luis Coriolano, Laura-Maria Crăciunescu, Karla Hananía de Varela, Mikhail Lebedev, Obiora Chinedu Okafor, Anantonio Reyes Prado, Changrok Soh, Ahmer Bilal Soofi (Chair), Imeru Tamrat Yigezu, Jean Ziegler  State observers: El Salvador, Republic of Korea  Non-governmental organization: International Volunteerism Organization for Women, Education and Development

## Annexe II

[Anglais seulement]

### **List of documents issued for the sixteenth session of the Advisory Committee**

#### **Documents for general distribution**

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/16/1	2	Provisional agenda
A/HRC/AC/16/1/Add.1	2	Annotations to the provisional agenda
A/HRC/AC/16/2	5	Report of the Advisory Committee on its sixteenth session

#### **Documents for limited distribution**

<i>Symbol</i>	<i>Agenda item</i>	
A/HRC/AC/16/L.1	3 (a) (iv)	Activities of vulture funds and the impact on human rights
A/HRC/AC/16/L.2	3 (a) (vi)	Unaccompanied migrant children and adolescents and human rights
A/HRC/AC/16/L.3	3 (a) (v)	Elimination of discrimination against persons affected by leprosy and their family members

## Annexe III

[Anglais seulement]

### **Letter dated 26 February 2016 from the Chair of the Advisory Committee to the President of the Human Rights Council**

As Chair of the Advisory Committee, and on behalf of all the Members of the Committee, I would like to express our gratitude to you and to the members of the bureau for our informal meeting held on 25 February on the margins of the sixteenth session of the Committee.

The Advisory Committee is extremely appreciative of the substantive discussion held during the meeting, which was an opportunity to have a frank and fruitful dialogue with you, the Council's bureau and the coordinators of the regional and political groups, in view, particularly, of the recurrent issue of lack of mandates that the Committee faces. We therefore support any step which would strengthen the interaction in this regard between the Human Rights Council and the Committee, and especially your suggestion to have formal and informal meetings with Member States, which was very well received by the Committee. Such meetings organized on a regular basis will indeed provide a more effective channel of communication with States, particularly the sponsors of resolutions, and help in fostering an informal dialogue on the mandates with which the Committee may be entrusted in the future.

Furthermore, on behalf of the Committee, I would also like to follow up on the suggestion you made during the meeting, notably the possibility for the Committee to identify in a memorandum addressed to the President and Bureau of the Council a list of specific research proposals for the consideration of the Council.

In responding to this proposal, and in line with paragraph 77 of the annex to Council resolution 5/1, the Committee discussed the issue of research proposals and new priorities, in both its private and public meetings, and I have the pleasure to transmit to you the following two priority research proposals for the consideration of the Council:

- Regional human rights regimes
- Youth, social cohesion and human rights

I would also like to inform you that, in addition to these two research proposals, the Committee also brainstormed on the following topics, which it intends to discuss further at its next session, in August, with a view to possibly submitting them as research proposals for the consideration of the Council:

- Destruction of cultural heritage and its effects on the enjoyment of economic, social and cultural rights
- Climate-induced displacement and human rights
- Promotion of the rights to culture and social common heritage
- Assessment of the impact of the work of the Advisory Committee and its implementation

We look forward to your consideration of the above-mentioned two research proposals and to receiving feedback from the Human Rights Council.

(*Signed*) Ahmer Bilal **Soofi**

Chair

Human Rights Council Advisory Committee

## Annexe IV

[Anglais seulement]

### Research proposals

#### A. Regional human rights regimes

1. It took many years since the adoption of the Universal Declaration of Human Rights for the international community to identify the need for regional human rights regimes. In fact, the United Nations was initially not supportive of the idea of such regimes, as it believed that regional approaches to human rights may undermine internationally recognized human rights standards. Now, however, this position has largely given way to a more positive appreciation of the beneficial role of regional human rights regimes. Not only did the General Assembly, in its resolution 32/127 of 16 December 1977, appeal to Member States to consider agreements with a view to the establishment of suitable regional machinery for the promotion and protection of human rights, but, in the 1993 Vienna Declaration and Programme of Action, the World Conference on Human Rights reiterated the need to consider the possibility of establishing regional and subregional arrangements for the promotion and protection of human rights.

2. To clarify, regional human rights regimes consist of regional instruments in the form of treaties and conventions and of regional mechanisms such as regional human rights commissions and courts. The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) attributes the present positive appreciation for regional human rights regimes to the fact that they are in an ideal position to help tailor internationally agreed human rights standards to reflect regional needs and particularities, not to mention securing State compliance with these standards through regional coercion and pressure. Effective regional human rights regimes have also been found to make tools for the protection of rights more accessible to the people, help raise public awareness of regional human rights concerns and assist Governments in implementing their international human rights obligations. In other words, strong cooperation between regional human rights regimes greatly contributes to the consolidation of universal human rights.

3. At present, it is possible to identify five regional human rights mechanisms, which vary greatly. In Europe, the Americas and Africa, regional human rights regimes with commissions and/or courts have been established, while the Middle East and South-East Asia have more fledgling systems. Assessments of the results achieved by these regional human rights systems also differ significantly: while some have been commended as crucial actors for the promotion and protection of human rights in their region, others have been criticized for their inability to respond to flagrant violations, the lack of enforcement powers in the face of high State non-compliance and the want of independence and transparency.

4. Recognizing that such weaknesses must be overcome in order to foster human rights promotion and implementation in respective regions, United Nations agencies have adopted many resolutions calling upon OHCHR to take a larger role in the promotion and protection of human rights by bolstering regional human rights arrangements. Thus, since 2002, OHCHR has contributed to strengthening the existing regional human rights regimes by training staff of these regimes, assisting in the development of documentation systems and providing advisory services. It has also made efforts to promote the creation of regional

regimes in areas where they have yet to be established by organizing numerous workshops. The United Nations has also encouraged all regions to further establish regional human rights centres and offices and to enhance the promotion and protection of human rights at the local level.

5. Despite those efforts, however, there is still much room for improvement. When the United Nations started to develop and improve regional systems, the existent regional human rights regimes in Europe, the Americas and Africa faced common challenges such as establishing adequate legal frameworks, ensuring that regime bodies were equipped with appropriate tools to implement their mandates and dealing with non-compliance. Asia and the Pacific and Arab regions were only just beginning to move towards fully functional regional human rights regimes: after more than a decade of dedicated United Nations support, the situation remains more or less the same.

6. There is thus a pressing need to sum up the current obstacles preventing regional mechanisms from achieving their full potential and to clearly identify why the efforts made so far have failed to address them. On the basis of this analysis, the Human Rights Council Advisory Committee can define ways to overcome those problems so as to better promote and protect universal human rights values through consolidated regional human rights regimes. The study should look into the roles of a comprehensive set of actors; it should cover not only the United Nations and its Member States but also various non-State actors. This is because a multi-track approach that involves actors from all levels is crucial in consolidating regional human rights regimes and in understanding the current contributions of and the interactions among those actors. Moreover, such an approach is useful in terms of suggesting ways in which regional regimes can be improved. Such a study will contribute to strengthening human rights at the regional level, thereby empowering universal human rights protection and enforcement around the world.

7. The draft timetable for the project is as follows: at its seventeenth session, in August 2016, the Advisory Committee would form the drafting group; at its eighteenth session, in February 2017, it would submit the preliminary report; at its nineteenth session, in August 2017, it would submit the progress report; and at its twentieth session, in February 2018, it would adopt the draft final report.

## **B. Youth, human rights and social cohesion**

8. In 2015, at the commemoration of the twentieth anniversary of the World Programme of Action for Youth, it was indicated that young people between the ages of 15 and 24 represent 18 per cent of the whole population. It is therefore important to multiply efforts to create development policies and programmes that are specifically aimed at young people in order to guarantee their protection (as they are exposed to situations that slow their development and hamper their schooling) and to promote their right to education. Such policies and programmes should also aim to guarantee to young people access to decent work, thereby lifting them out of poverty and enabling them to have an adequate standard of living, professional integration into the labour market, the right to health (by ensuring access to health services and to information, including on sexual education, AIDS prevention and sexual and reproductive health).

9. In several regions, the policies and programmes mentioned above refer to problems deeply rooted in human rights, especially the rights to education, employment and health.

10. Various international youth meetings have also highlighted situations that deserve special attention, for instance the fact that precarious living conditions and the lack of opportunities generate multiple risks for young people, especially young women, such as those linked with social and institutional violence, with young people in Latin America, Africa and Asia being particularly affected.

11. Young women are especially vulnerable because they are victims of sexual exploitation, trafficking and labour migration. In addition, even though homicide rates are higher among young males, the murders of young women have certain egregious features that do not appear in the statistics, such as sexual violence, physical violence and maltreatment before death.

12. The International Youth Parliament highlighted, as issues of concern, violence and insecurity. According to that organization, the situation of violence in the world prevents young people from developing their skills in a safe environment, which limits their access to education, their ability to complete their studies and their enjoyment of other rights, such as health and recreation. More than 130,000 minors worldwide are affected by armed conflict and other types of violence, for example that emanating from drug trafficking and organized crime. This indicates that young people are constantly exposed to the risk of becoming involved in gangs, which are often linked to criminal networks.

13. Given how widespread violence is, it is crucial that States strengthen the human rights-based approach in their policies, plans and security programmes in order to have a process that is in line with the definition provided by the United Nations Development Programme and that establishes, strengthens and protects democratic civil order. This will eliminate threats of violence among the population and make it possible to safeguard the human rights inherent to the person, especially the rights to life, personal integrity, inviolability of the home and freedom of movement, and in turn prevent crime, ensure access to an effective justice system and to an education system that is based on values, respect for the law and tolerance.

14. In addition, the right of youth to participate, not only in decisions that affect them directly but also in social, political, economic and cultural life, is a right that is increasingly being exercised and claimed in various national and international forums.

15. There are international and regional standards and repeated recommendations of treaty bodies and special procedure mandate holders that remain unimplemented because public policies and the institutions involved (the police, the judiciary and the penitentiary system) have neglected or despised human rights.

16. Ensuring respect, protection and fulfilment of the human rights of youth, defined by the Security Council in its recently adopted resolution 2250 (2015) as people whose age is between 18 and 29 years, and of children, defined in other treaties, such as the Convention on the Rights of the Child, as persons under the age of 18 years, is essential for the development not only of children and youth as human beings but also of humankind. Doing so will also contribute to the achievement of the Sustainable Development Goals.

17. Similarly, ensuring the rights of young men and women will contribute to building the social cohesion that is so desperately needed in order to deal constructively with the lack of opportunities that underlies the social and institutional violence, which, in some regions, claims the precious lives of young people.

18. The proposed study will therefore examine this issue in its multiple aspects but, above all, in consultation and coordination with other agencies and departments of the United Nations system, seeking complementarity with regional human rights mechanisms such as the inter-American system of human rights. The study will thus aim to contribute to the search for concrete actions to promote the human rights of youth, while also ensuring the contribution of youth to human development.

19. The draft timetable for the project is as follows: At its seventeenth session, in August 2016, the Advisory Committee would form the drafting group; at its eighteenth session, in February 2017, it would submit the preliminary report; at its nineteenth session, in August 2017, it would submit the progress report; and at its twentieth session, in February 2018, it would adopt the final report.

---